

Portraits des autres journalistes nominés

dans la 1^{ère} catégorie du Prix Reporters sans frontières - Fondation de France 2003

Ce prix, décerné par un jury international, récompense un journaliste qui, par son activité professionnelle, ses prises de position ou son attitude, a su témoigner de son attachement à la liberté de l'information.



**Ricardo
González**

CUBA

Le 18 mars 2003, **Ricardo González**, 52 ans, est arrêté à son domicile. Ancien scénariste à la télévision officielle cubaine, il est, depuis 1995, l'un des journalistes indépendants les plus dynamiques. Correspondant de Reporters sans frontières à La Havane depuis 1998, il informe chaque semaine l'organisation sur les atteintes à la liberté de la presse dans l'île. En mai 2001, avec son ami Raúl Rivero, il crée la Société Manuel Márquez Sterling pour former les journalistes indépendants, souvent autodidactes. La démarche dérange les autorités qui s'évertuent à discréditer ces derniers en répétant qu'ils ne sont pas journalistes "puisque'ils n'ont pas de diplômes"...

En décembre 2002, Ricardo González franchit définitivement la "ligne rouge" en lançant le bimestriel *De Cuba* avec ses collègues de la Société Manuel Marquez Sterling. C'est la première fois que des journalistes indépendants, jusqu'alors réduits à envoyer leurs articles à l'étranger, tentent de rompre le monopole de l'information imposé aux Cubains par le Parti communiste.

C'est plus que ne pouvait tolérer Fidel Castro. Ricardo González est jugé le 4 avril 2003 avec Raúl Rivero et condamné à 20 ans de prison pour "atteinte à l'indépendance et à l'intégrité de l'Etat". "Ce procès fut un cirque. Tout était dit d'avance", a commenté la femme de Rivero. Parmi les huit témoins à charge, des voisins et deux journalistes dissidents reconnus, qui se sont révélés être des agents de la sécurité d'Etat infiltrés dans l'opposition. Fin avril, Ricardo González est transféré à la prison "Kilo 8" de Camagüey, à plus de 500 kilomètres de La Havane. Bien que détenu dans des conditions difficiles, il ne se plaint pas. "Ils m'ont emprisonné avec mon optimisme", a-t-il confié à sa femme, Alida Vizo Bello, également journaliste. Un optimisme que l'on espère à l'épreuve du temps et des conditions de détention déplorables. Vingt ans, c'est long...



Ludu Daw Amar

BIRMANIE

En un demi-siècle d'exercice du journalisme, Ludu Daw Amar n'a jamais transigé avec ses convictions. "Je n'abandonne pas facilement, car je ne peux tolérer l'injustice", explique-t-elle simplement. Les juntas militaires successives ont brûlé, censuré puis interdit en 1967 son journal à succès *LuDu Newspaper*. Depuis maintenant trente-cinq ans, elle est donc contrainte de faire publier ses écrits dans d'autres magazines. Mais son franc-parler sur la situation de la Birmanie incite la censure officielle à tronquer les articles de la plus célèbre des journalistes birmanes.

Agée de 88 ans, Ludu Daw Amar, également écrivain, déclarait récemment au magazine *Irrawaddy* à propos des journalistes birmans : "Nous ne pouvons rien écrire librement, il n'y a aucune liberté de la presse et le bureau de la censure est très restrictif". Pour éviter de voir ses articles et ses éditoriaux dénaturés, elle écrit sur la culture et la société birmane. Mais là encore, la censure frappe. Récemment, un de ses articles sur l'épidémie de Sida en Birmanie a été interdit.

Depuis Mandalay, la capitale culturelle de la Birmanie, elle ne cesse de dénoncer l'interdiction de son journal : "Après 20 ans comme directrice d'un journal, j'ai été contrainte d'abandonner ce poste, (...) mais dès que mon œil est attiré par un problème social ou une actualité importante, je ne peux m'empêcher d'écrire."

Malgré son âge, elle continue à impressionner ses visiteurs par la force de ses arguments et son acharnement à défendre la liberté d'expression. Ainsi, elle répond sans autocensure aux interviews des radios internationales en birman. Ses commentaires sur les ondes à propos de l'arrestation d'Aung San Suu Kyi et du massacre de militants démocrates par l'armée en mai dernier ont provoqué la colère des censeurs. En juillet et août 2003, la majorité de ses articles ont été mis à l'index. Sa famille a également payé le prix de son engagement contre la dictature. Son mari, le journaliste Ludu U Hla, et deux de ses fils ont passé plusieurs années en prison.



Gao Qinrong

CHINE

En Chine, critiquer la politique du Parti est un exercice périlleux. Gao Qinrong en a fait l'expérience. En 1999, ce journaliste de la presse officielle a été condamné, sur la base de faux témoignages, à 13 ans de prison pour "corruption", "détournement de fonds" et "proxénétisme". Croyant bien faire, il avait enquêté et publié des articles sur l'échec d'un projet d'irrigation dans la province du Shanxi (au sud-ouest de Pékin).

Les autorités locales présentaient la construction de 60 000 réservoirs en six mois comme "un triomphe sur la nature dans cette région aride". Or, au cours de son enquête, Gao Qinrong avait découvert que ces réservoirs n'étaient connectés à aucun point d'eau et qu'ils ne disposaient même pas de tuyaux pour acheminer l'eau vers les champs. Dans un article publié dans l'édition du 27 mai 1998 du *Neibu Cankao Xiaoxi*, un journal réservé aux cadres du Parti communiste, Gao Qinrong affirmait que le projet n'avait servi qu'à valoriser certains dirigeants locaux au détriment des agriculteurs. Après sa condamnation, Gao Qinrong a adressé une lettre à la direction du Parti communiste chinois dans laquelle il précisait : "Le combat contre la corruption est une décision du comité central du Parti communiste. Etant membre du parti et journaliste, je pensais qu'il était de mon devoir de rapporter les doléances du peuple."

Âgé de 48 ans, le journaliste est épuisé moralement et physiquement par sa détention. "Il est devenu faible. Il a perdu ses cheveux. Il ne peut plus écrire, ses mains tremblent trop. Son rythme cardiaque est beaucoup trop élevé", confie Duan Maoying, l'épouse de Gao Qinrong. "Tout le monde a peur d'intervenir en sa faveur car les pressions qui viennent d'en haut sont nombreuses", a-t-elle expliqué à des journalistes étrangers basés à Pékin. Elle affirme avoir sollicité le président Jiang Zemin, le Premier ministre, la Cour suprême, la commission centrale de discipline du Parti, des organes de presse locaux et nationaux. Un magazine influent a bien demandé la réouverture du cas, mais les dirigeants locaux continuent d'intriguer pour garder leur détracteur derrière les barreaux.
